

La semaine des 4 jours, nouvelle frontière socialiste

CONGRÈS Le PS relance la réduction collective du temps de travail, avec embauche

► A Anderlecht dimanche, les socialistes anticipent un « projet phare » du Chantier des idées.

► A propos des pensions, Di Rupo lance : « Je ne comprends pas comment les gens ne descendent pas dans la rue. »

« Ça, il n'est pas parti ! », dit l'un. Il serait même « reparti ». Elio Di Rupo, s'entend. Après les sorties de pistes que l'on sait, le congrès du PS, dimanche à Anderlecht, devant 500 militants, cadres et élus, était calibré au plus juste pour retrouver la route, en trois coups de volant : la réduction collective du temps de travail en guise de « nouvelle conquête » ; l'alerte aux pensions comme épouvantail contre « le gouvernement de droite » ; enfin l'avènement d'une génération politique, avec les interventions successives des (nouveaux) chefs de groupe parlementaires. Après quelques assemblées bouillonnantes et chahutées, au plus fort des affaires, des exclusions et des réformes sur le cumul (le congrès de juin à la Madeleine, celui de juillet à l'Eau d'Heure), les rouges tentent de se relancer dans l'ordre.

1 La réduction collective du temps de travail. A commencer, donc, par l'exaltation de la semaine des quatre jours, ou réduction collective du temps de travail (RCTT). Ajoutez : avec embauche compensatoire. L'idée avait eu son temps de gloire à gauche en Europe il y a vingt ans, avant de s'éteindre à peu près (un Pierre Larroutrou plaide dans le désert depuis lors), pour sur-

vivre juste dans quelques « expériences » locales et limitées, des objets d'étude, sans plus. Une pi-

tié. Mais non. La revoilà, la semaine des quatre jours. Un peu un retour de nulle part. Comme le PS. Qui en fait d'emblée son thème des thèmes en attendant l'apothéose et le congrès idéologique (Chantier des idées) le 26 novembre à Liège.

Elio Di Rupo a martelé dimanche ce raisonnement, en substance : il faut sortir de l'ornière sociale et sociétale, il faut un coup de rein collectif pour cela, quelque chose de neuf pour remobiliser. D'où la RCTT. A savoir : « Notre objectif est le plein-emploi. La proposition que nous faisons ouvre des perspectives à des milliers de personnes sans travail. Elle apporte aux autres l'espoir d'une vie moins stressante. » Praticable, docteur ? « C'est une question de volonté politique. Quand le PS avance une proposition, celle-ci est sérieuse, réfléchie, réalisable. Nous ne voulons pas que les employeurs se trouvent face à des dépenses supplémentaires trop lourdes à supporter. Les entreprises qui se lanceront dans la réduction du temps de travail recevront un avantage financier. Mais, c'est clair, il faut rejeter le conservatisme, le PS propose aux employeurs de Belgique de faire preuve d'audace et de créativité. »

Les 123 propositions débattues en vue du Chantier des idées recèlent une autre « proposition phare » : la globalisation des revenus. Elio Di Rupo parle de « révolution fiscale ». Les verts, les syndicats ont travaillé déjà sur le sujet, le PS restait prudent jusqu'ici. Cette réserve est levée : les parlementaires fédéraux, autour d'Ahmed Laaouej, sont chargés officiellement d'élaborer le projet précis. L'autre tax shift.

On imagine que le MR attend le PS de pied ferme sur son terrain de prédilection, la fiscalité.

2 Le « scandale » des pensions. Le MR, parlons-en. Présumé possible futur partenaire, dit-on, après les élections de 2019, les orateurs dimanche n'ont rien laissé paraître en tout cas. Au contraire, on voit bien que le PS privilégie le choc frontal pour sa campagne : « J'invite la droite à engager contre nous la bataille des idées. Ce sera projet contre projet », a résumé Elio Di Rupo. Lequel balance (sur l'air : nous y reviendrons) que « la grande question sociale du moment, c'est le niveau trop bas des revenus de la toute grande majorité des travailleurs, ce qui génère de la peur, du ressentiment, de la rancœur, du populisme »...

Mais, pour l'immédiat, vu l'urgence, Di Rupo harponne, avec Luc Jansen, de seniors socialistes, la politique du gouvernement fédéral en pensions : « Il va

appauvrir les futurs pensionnés comme jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » Le président du PS cite des catégories sociales (enseignants, personnel non roulant de la SNCB) « où les gens qui ont moins de 54 ans aujourd'hui devront travailler 4 années supplémentaires », d'autres (pompiers, cheminots, facteurs...), « 7 années et demie supplémentaires ». Ajoutez la pension à points, « liant le montant à la situation budgétaire du pays »... « Un scandale. » Elio Di Rupo sort un instant de son texte écrit pour lancer : « Je ne comprends pas comment les gens ne descendent pas dans la rue. » Applaudissements. On entend dans la salle un : « Foutons-les à l'uche ! »

3 La nouvelle génération politique. Depuis que Laurette Onkelinx a annoncé vouloir se

retirer de la vie politique notamment « parce que celle-ci a besoin de nouveaux visages qui doivent incarner de nouveaux enthousiasmes et nouveaux espoirs », le sujet, tabou parmi les rouges, s'est imposé vite fait. Le congrès dimanche a donné à voir le phénomène, amplifié du fait que le PS a été privé de ministres au fédéral, puis en Wallonie : ce sont les chefs de groupe qui ont pris la parole, nouveaux à leur poste pour quatre d'entre eux, Ahmed Laaouej (Chambre), Pierre-Yves Dermagne (Wallonie), Caroline Désir (Bruxelles), Christophe Lacroix (Sénat), et Christiane Vienne (Fédération Wallonie-Bruxelles), Marc Tarabella (Europe). Qui, dans le ton du congrès, ont tous décrit « le vrai parti des travailleurs », appelé « la gauche à être en accord avec elle-même ». C'est un « PS vivant, debout », ramassera Elio Di Rupo à la fin. Quasi une intimation. ■

DAVID COPPI

Theo Francken et les Belges

Les socialistes n'ont pas oublié Francken. Elio Di Rupo a nationalisé et patriotisé l'indignation : « Nous vivons dans un pays démocratique. Avec des valeurs et une histoire. Nous ne laisserons pas Francken avilir des êtres humains qu'ils soient belges ou soudanais. Nous ne laisserons pas triompher son ignominie (...). Nous ne laisserons pas la N-VA salir notre pays et la grandeur d'âme des citoyens belges. » Pour peu, dans la salle rouge, il flotterait quasi comme un air de Brabantonne. Dans le pays, c'est une autre musique. (D.C.)

RENOUVELLEMENT DES CADRES**Nouvelle génération,
on se boucule
un peu...**

Fabian Martin, conseiller communal à Namur, 43 ans, président de la section de Flawinne, vice-président de la fédération, a été élu samedi à la tête du PS namurois. Interviewé dans *La Libre Belgique* vendredi, Rachid Madrane, 49 ans, conseiller communal à Etterbeek, ministre à la Communauté française, s'est, lui, déclaré « candidat » à la présidence de la fédération bruxelloise. En principe, l'élection aura lieu en 2019 : en partance à

la Chambre, Laurette Onkelinx (ovationnée dimanche à Anderlecht) a expliqué vouloir garder les commandes au PS bruxellois jusque-là.

**... et les Wallons
poussent**

Dans *l'Echo* samedi, Willy Demeyer, bourgmestre de Liège et vice-président (aile wallonne) du PS, annonce un « grand congrès régionaliste wallon après le mois de novembre ». On parle du printemps 2018. On y débattrait du sort de l'Enseignement et de la Culture. Sujet chaud pas tranché au PS. (D.C)